

Débats & Controverses

Extension des horaires, préconisations du rapport Orsenna *Quel avenir pour nos bibliothèques ?*

RAPPEL DES FAITS Plusieurs professionnels réagissent au rapport « Voyage au pays des bibliothèques », dans lequel l'académicien Erik Orsenna invite l'État à élaborer un « plan national ».

Un enjeu territorial

Dépoussiérer l'image des bibliothèques vis-à-vis de certains décideurs et du grand public, voilà la grande vertu du rapport Orsenna. Oui, les bibliothèques changent depuis les années 1980 et se sont peu à peu transformées en lieu de vie favorisant toutes les pratiques culturelles et innovant sans cesse dans leur relation aux différents publics de leur territoire. Certes, rien de nouveau pour nous, professionnels, qui cherchons au quotidien à faciliter l'accès aux contenus et aux pratiques culturelles en développant les animations, les formations aux outils numériques et

l'accompagnement des publics les plus fragiles. À ce titre les bibliothèques sont depuis longtemps des « laboratoires pour les politiques culturelles » travaillant en réseau avec les acteurs culturels, éducatifs et sociaux de leur territoire. Ce qui leur a permis de devenir l'équipement culturel public le plus fréquenté et pourrait l'être davantage avec des horaires élargis. À cet égard, l'ABF a toujours indiqué que le premier service rendu au public, ce sont des horaires les plus larges possibles, en fonction des rythmes de vie des habitants et des étudiants pour les bibliothèques universitaires, sous réserve d'y mettre les moyens et une volonté politique claire.

Deux enjeux politiques nous paraissent fondamentaux pour les années à venir. Le premier enjeu est territorial. Les bibliothèques publiques constituent, comme le dit le rapport, un maillage aussi dense que La Poste, composé de bibliothèques grandes et petites dont l'utilité est complémentaire. De nombreuses expériences à travers le pays ont montré que la coopération intercommunale permettait d'étendre les services rendus à la population, de la circulation des livres et autres documents à des actions culturelles coordonnées. Une enquête de terrain menée par notre commission Bibliothèques en réseau a montré qu'elle pouvait prendre des formes beaucoup plus diversifiées que ce qu'indique le rapport. C'est à notre avis l'un des axes de développement de la lecture publique. Quant aux bibliothèques départementales, elles doivent être confortées, y compris par la loi, comme le préconise le rapport, dans leur rôle d'ingénierie territoriale et de coopération à l'échelle du département.

Depuis longtemps les bibliothécaires sont sortis de leurs murs pour chercher les publics en difficultés sociales et éloignés de la culture, ont mis en place des dispositifs pour accueillir tous les publics et favoriser la mixité sociale. Les bibliothécaires ont fait de leur équipement un lieu de débat citoyen et d'éducation à l'information, donc de lutte

contre les fausses informations. Très tôt les bibliothécaires se sont emparés d'Internet et des outils informatiques pour former leurs usagers et les accompagner dans l'appropriation de la révolution numérique, notamment avec des fablabs intégrés. Le second enjeu est donc bien de conforter les bibliothèques comme lieu de citoyenneté et d'inclusion numérique. Avec l'État et les collectivités locales, relevons le défi! ●

Le rapport Orsenna ou Candide au pays des bibliothèques

**Collectif
SavoirsCom1
- Politiques des
communes de
la connaissance**

Le rapport Orsenna est enfin publié. Dix-neuf mesures qui sonnent creux, mais une satisfaction de l'Association des bibliothécaires de France (ABF) et du ministère de la Culture d'être à l'agenda médiatique. Mais n'y cher-

chez pas de plan d'action concret, ni d'annonce de financement.

Les 8 millions d'euros promis pour permettre une plus grande ouverture des bibliothèques représentent à peine plus que les aides à la presse versées par l'État à un acteur culturel majeur comme... *Télé 7 jours* (7 millions d'euros en 2014). On était en droit d'attendre mieux, sachant qu'Emmanuel Macron lui-même avait rejeté son propre amendement sur l'ouverture des bibliothèques dans le gouvernement précédent pour « mieux » l'utiliser plus tard. En 2015, la sénatrice Sylvie Robert avait déjà rédigé un rapport sur le même sujet avec des recommandations très proches. Tout ça pour ça ! Combien faut-il de rapports pour construire une vraie politique publique ? Quels engagements est prêt à prendre le gouvernement pour inciter les collectivités à ouvrir plus et mieux les bibliothèques ?

Le rapport Orsenna va au-delà des questions d'ouverture et aborde de nombreux sujets liés aux bibliothèques, avec une candeur pour le moins problématique.

Comment, par exemple, ne pas être d'accord avec les appels à développer des partenariats avec, tour à tour, l'éducation nationale, Pôle emploi ou les prisons ? Mais quels sont les objectifs de ces partenariats ? Depuis quand les multiplier constitue-t-il une politique publique digne de ce nom ? Que penser de la profonde naïveté de la proposition 18, qui recommande l'ouverture d'une plateforme d'échanges pour les professionnels ?

Que penser enfin de l'appel à la protection des bibliothèques départementales de prêt (BDP) dans la loi, au moment même où le gouvernement lance un plan visant à transférer les compétences des départements vers les métropoles et annonce vouloir supprimer 120 000 postes ? Les bibliothèques obtiendront-elles une loi qu'elles réclament depuis des années pour les BDP, en voie de disparition ou de transfert ?

Aucune mention n'est faite du récent arrêt de la CJUE (Cour de justice de l'Union européenne) sur le livre numérique, qui ouvre une alternative au système actuel de licences « prêt numérique en bibliothèque ». Alternative qui vient pourtant conforter un système dans lequel les

auteurs sont rémunérés... Monsieur Orsenna, la concertation a déjà eu lieu mais nous cherchons toujours la juste rémunération des auteurs et le respect des droits des lecteurs !

On aurait aimé des mesures concrètes sur la libération des droits des documents du domaine public numérique. Les bibliothèques jouent un rôle de service public qui dépasse la seule incitation à la lecture. On aurait aimé la formulation d'objectifs et d'un plan d'action clair pour inscrire les bibliothèques dans les politiques publiques de l'inclusion numérique et du développement des communes de la connaissance. Ces propositions existent, et SavoirsCom1 en a fait un manifeste. Après le désastreux épisode de la Scelf (Société civile des éditeurs de langue française) où les bibliothécaires sont montés au créneau - avec les auteurs - pour défendre le droit de lire des livres aux enfants, où sont les appels à l'ouverture d'une vraie discussion pour sécuriser et élargir les usages collectifs dans les lieux culturels et pédagogiques ?

Mais il paraît que les bibliothécaires sont contents qu'on parle d'eux... et Candide, lui aussi, est content qu'on parle de lui et de ses livres. Les livres, c'est formidable. Les bibliothèques sont les maisons de l'humain. Et tout repart comme avant. ●

Pour une politique documentaire

Le rapport Orsenna marque un moment important dans les politiques publiques des bibliothèques. Pas seulement parce qu'il aborde la question, essentielle, des horaires d'ouverture, mais parce que, plus largement, et donc aussi plus précisément, il traite la seule vraie question : l'avenir des bibliothèques, dans un monde où les repères « classiques » sont bousculés. Le sous-titre du rapport nous le dit bien : *Lire aujourd'hui, lire demain*.

Bien sûr la question des horaires d'ouverture, d'une certaine manière, est cardinale. Je crois fondamentalement, essentiellement, que les bibliothèques jouent d'abord leur rôle par l'espace, par le lieu, qu'elles sont. On a eu l'illusion, depuis quinze ans, que les bibliothèques « virtuelles » allaient prendre le pas sur les « vraies » bibliothèques. Et quelques étourdis ont même cru qu'on résoudre ainsi à bon compte la question des horaires d'ouverture ! Mais non ! Les bibliothèques virtuelles, pour importantes qu'elles soient - et nous ne devons pas laisser Google seul les développer -, ne viendront pas remplacer les « vraies » bibliothèques. Elles les complètent, avec efficacité, en rendant un vrai service, elles ne les remplacent pas. Elles ne remplacent pas notamment la fonction de lieu, et pour reprendre la belle expression de Robert Damien, parlant des bibliothèques, le lieu des liens.

Et c'est là que se joue la question des horaires. Le lieu, pour l'être vraiment et pleinement, doit **Sulte page 13**

Suite de la page 12 être ouvert. Le rapport Orsenna parle peu des bibliothèques universitaires. Ce n'est pas étonnant. Les bibliothèques universitaires (BU) françaises, depuis quelque vingt ans, ont agi efficacement pour améliorer sensiblement ce service premier qu'est l'ouverture au public. Le rapport le rappelle à juste titre : elles sont aujourd'hui au-delà des 60 heures hebdomadaires, peu éloignées d'une moyenne européenne qu'on situe vers 65 heures. Et encore, cette moyenne cache-t-elle des disparités qui font que beaucoup de BU aujourd'hui sont nettement au-dessus de cette soixantaine d'heures. À l'université de Grenoble-Alpes, ce sont 76 h 30 hebdomadaires qu'on offre aux étudiants. À Lyon et ailleurs les BU sont ouvertes le dimanche.

Est-ce suffisant ? Certainement pas. La moyenne européenne elle-même cache de grandes disparités. En Europe du Nord, le standard d'ouverture des BU est de 24 heures/24, 7 jours sur 7, au moins pendant la période d'activité principale des universités. Il est probable que la France ira aussi dans ce sens. Encore faut-il que nous le fassions en posant les bonnes questions. On peut bien sûr mettre en avant les nécessités techniques requises pour ouvrir dans de bonnes conditions, notamment de sécurité, les BU. Cette question technique appelle des solutions techniques. Les deux vraies questions ne sont pas là.

La première, fondamentale, est de vérifier que les usages des étudiants et enseignants-chercheurs nécessitent une ouverture 7/24. La réponse à cette question ne va pas de soi, et oblige à cerner finement ces besoins, les analyser, apporter des réponses tout aussi fines, qui dépendent de nombreux facteurs, dont les disciplines : un étudiant en médecine n'a pas forcément le même usage de la bibliothèque qu'un étudiant en littérature.

La deuxième, tout aussi fondamentale, est de penser cet avenir en même temps que la place des professionnels des bibliothèques : sans eux, il n'y a pas de bibliothèques, et il faut dire, clairement, comment cette place se situe dans ces évolutions, comment leur rôle évolue en fonction de cet avenir. Comprendre ces évolutions et les accompagner a un nom : la politique documentaire, et il appartient à chaque université de la conduire ; cet avenir a un nom : le service public des bibliothèques. •

« DIS-MOI QUI LIT,
ET OÙ IL LIT ET CE QU'IL
LIT, JE TE DIRAI
DE QUELLE SOCIÉTÉ
IL S'AGIT
ET QUEL FUTUR
ELLE SE PRÉPARE. »
— ERIC ORSENNA

clichés, rencontré des archétypes et découvert un univers que, visiblement, ils ne connaissaient pas du tout. Et le problème de ce voyage, c'est qu'il reste un voyage de touristes, désincarné, très loin du quotidien des usagers, et des professionnels.

Mais le centre du rapport est surtout la question des heures d'ouverture : il faut changer de

rythme, martèle le rapport. Il reprend, en le citant, la pétition de Bibliothèques sans frontières (BSF) « Ouvrons plus les bibliothèques », puis s'empresse d'ajouter : « Il faut donc ouvrir mieux », qui était justement le titre de la contre-pétition lancée par des bibliothécaires à la suite de celle de BSF. Après un nouvel étalage de chiffres, le rapport se concentre un peu plus sur le cœur

des préoccupations : « L'extension des horaires en semaine va alors de pair avec une ouverture dominicale. » Ah bon ? Mais d'où lui vient cette évidence ? Aucun argument n'étaye cette affirmation idéologique, aucun objectif culturel n'y est associé. Pourtant, la question devrait être celle-là : pour quoi ouvrir les bibliothèques le dimanche ?

La vraie question trouve sa réponse un peu plus loin, et c'est plutôt : pour qui ouvrir les bibliothèques ? Les étudiants. Et plus franchement : les étudiants parisiens. Là-dessus, tout le monde s'accordera à dire que les bibliothèques universitaires sont dans une situation qui est très loin d'être à la hauteur de l'attractivité de l'enseignement. Mais du coup d'autres questions sont éludées par le rapport : pourquoi continuer à accueillir autant d'étudiants à Paris alors que les conditions d'études y sont désastreuses ? Pourquoi les étudiants ont-ils besoin d'une bibliothèque (enfin, d'une table et du Wi-Fi) le dimanche ? Peut-être parce que chez eux ils n'ont ni table ni Wi-Fi. Le problème des bibliothèques à Paris, c'est aussi un problème de mal-logement.

Ce qui est sûr en revanche, c'est ce que nos touristes n'ont pas vu, car on note que le rapport omet complètement de parler des mouvements sociaux qui ont touché les bibliothèques ces derniers temps, comme à Brest, Lyon, Nantes, Auch, Caen, Marseille (liste non exhaustive), sans même parler de Grenoble où trois bibliothèques de quartier ont été fermées !

Le plus tragique dans cette histoire est que notre académicien était, on l'a vu, assisté de Noël Corbin. Or ce dernier a aussi été directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris entre 2014 et 2017, et donc en charge des bibliothèques municipales de la capitale ! Lesquelles ne sont vraiment pas au mieux de leur forme. Rien ne s'est amélioré depuis son passage puisque le réseau a vu diminuer ses effectifs au point de... devoir restreindre les horaires d'ouverture de plusieurs établissements ! Inimaginable à Paris, il y a encore dix ans. Alors, désolé de gâcher vos souvenirs de voyage, Messieurs les rapporteurs, mais les bibliothèques ne sont pas un paysage sans nuage social, et la volonté de Jupiter de poursuivre l'austérité ne peut que renforcer la noirceur du climat. •

Ce que les touristes n'ont pas su voir

Nicolas Sautel-Caillé
Bibliothécaire dans la région Midi-Pyrénées et
Bertrand Pieri
CGT des bibliothèques de la Ville de Paris

L'annonce de cette mission confiée à l'académicien et à Noël Corbin, un haut fonctionnaire de la culture, promettait au moins une chose positive : on allait enfin parler des bibliothèques et leur proposer une exposition médiatique, voire un plan d'action. On ignore comment avaient été choisies les villes à visiter mais, comme le hasard fait bien les choses, la plupart d'entre elles recevaient également...

Erik Orsenna pour la promotion de son dernier bouquin, comme l'a révélé le site ActualLitté ! Un voyage gagnant-gagnant en somme. Trois mois, 70 pages et 19 propositions plus tard, les bibliothécaires de France soupirent et lèvent les yeux sur ce énième rapport qui sonne bien creux. Et surtout enfonce des portes, comme le souligne avec ironie le collectif SavoirsCom1.

À lire ce rapport, on a l'impression surtout que nos deux voyageurs ont bel et bien joué les touristes dans les lieux qu'ils ont visités. Ils en ont saisi des impressions, des